

Entretien

Philosophe et historien néerlandais, Luuk van Middelaar est la « plume »

PROPOS RECUEILS PAR
PIERRE ROUSSEAU

Luuk van Middelaar : « Avec la crise, l'Europe s'impose dans le débat national »

du premier président du Conseil européen, Herman Van Rompuy. À l'occasion de la parution de son livre*, il nous livre sa vision de l'Europe.

LE FIGARO. - Au vocabulaire habituel de « construction » ou d'« intégration » européenne, vous préférez la notion de « passage ». Pourquoi ?

Luk van MIDDLEAAR. - La question européenne souffre de l'utilisation d'un jargon qui nourrit le désintérêt que l'on observe à son sujet. Les termes que vous citez ne sont pas anodins. « Intégration », cela implique que nous allons finir dans une soupe européenne. « Construction », cela rappelle les cathédrales du Moyen Âge. Je veux sortir des ornières lexicales. Je revendique le flou qui entoure la notion de « passage ». Il indique que l'on se situe dans le temps et que l'Europe se forge aussi en passant par des moments de rupture, des « rites de passage » comme les fiançailles, le mariage...

Vous définissez trois sphères concentriques, au sein desquelles les Etats européens organisent leurs relations. Expliquez-vous. Il y a la sphère externe, celle des Etats, qui a régi pendant des siècles ce que l'on appelle le « concert des nations ». À partir de l'acte fondateur européen de 1951, il y a eu la sphère interne, celle des institutions et des traités. Et puis, avec le temps, une sphère intermédiaire est apparue, où intérêts nationaux et intérêts européens cohabitent. C'est le bricolage des compromis. Les Etats membres ont découvert qu'ils partagent davantage qu'un traité et des institutions.»

institutions. Ils ont compris qu'ils formaient un club, vis-à-vis de l'extérieur d'abord, mais aussi à cause des engagements pris dans les traités.

Votre thèse dépasse la polémique qui oppose les partisans de la méthode communautaire aux partisans de l'intergouvernemental. Je ne parle pas de ces querelles idéologiques figées qui ne correspondent plus du tout à la pratique du pouvoir. Quand les dirigeants européens se réunissent, c'est eux qui prennent les décisions et ce sont des décisions

De la France, Etat séculaire, vers la France, membre de l'Union.

Le non de David Cameron au nouveau « traité budgétaire » marque-t-il une rupture dans le « passage » à l'Europe ? Cela contredit les efforts de la diplomatie britannique depuis cinquante ans. Pourquoi le Royaume-Uni est-il dans l'Union européenne ? Parce que les Britanniques ne supportent pas qu'il existe un club sur le continent où l'on discute sans eux des grandes affaires du monde. Le revirtement du 9 décembre est remarquable, parce que

c'est la première fois que les Britanniques forgeront cet entre-deux, où, pour défendre leur intérêt national, les dirigeants doivent tenir compte de l'intérêt européen.

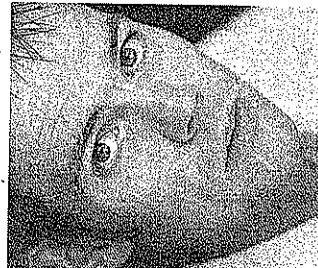
Ce que vous dites implique que les transferts de souveraineté sont non pas vraiment des « abandonnements » de souveraineté ? On a trop souvent pensé que l'Europe est un autre. L'Europe, c'est nous. Ces transferts ne se produisent pas d'un Etat vers une institution bruxelloise. Ce sont des transferts qui proviennent bien de cet Etat mais se dirigent vers le même Etat, en tant que membre du club des Etats européens.

en France et vice-versa. L'annonce, par l'ex-premier ministre grec George Papandreou, de son intention d'organiser un référendum sur l'euro a créé un choc dans les opinions publiques. On a découvert que nos destins étaient liés. Il n'y a pas de renationalisation des politiques européennes mais, au contraire, une européanisation des politiques nationales. L'Europe ne se fait pas en absorbant les Etats. Elle se fait en imprégnant les Etats.

Le soutien d'Angela Merkel à Nicolas Sarkozy est-il le signe de cette évolution ? Un tel soutien est nouveau. Ce qui est intéressant, c'est l'explication donnée par la chancelière. Elle dit : « L'Europe est devenue un sujet de politique intérieure. » Elle assume pleinement que ce qui se passe chez nos voisins nous concerne très directement.

Vous êtes la « plume » de Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen. Sa nomination n'a pas amélioré la visibilité de l'Europe dans le monde. En temps de crise, la priorité est de faire en sorte que les chefs d'Etat et de gouvernement dirigeants des Etats membres puissent parvenir à des compromis. Or, les tensions sont grandes et le président Van Rompuy considère que son rôle est avant tout de faciliter la prise de décision plutôt que de représenter l'Europe en passant par-dessus ses dirigeants. C'est un choix politique.

* « Le Passage à l'Europe. Histoire d'un complot », Gallimard, 470 pages, 27,90 €.



Luuk van Middelaar :
« Les Etats membres ont découvert qu'ils partagent davantage qu'un traité et des institutions. » SAKE ELZINGA